



Oser le changement – Promouvoir

la justice dans le monde



ACTION DE CARÊME

Façonnons l'avenir ensemble

Violations des droits humains, déplacements de paysannes et de paysans, injustices et exclusion, dégradation des moyens de subsistance due aux changements climatiques, tels sont les champs d'intervention d'Action de Carême. Notre mission est de permettre à tout le monde d'aspirer à une vie digne, tout en tenant compte des limites écologiques. Au travers d'approches efficaces de coopération au développement, nous soutenons des projets en Afrique, en Asie et en Amérique latine, qui s'alignent sur l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Action de Carême s'attaque aux causes et aux conditions de la pauvreté grâce à une expertise avérée et à sa capacité d'innovation. Dans les pays du Sud, nous accompagnons les populations les plus démunies. En Suisse, nous sensibilisons déjà un quart des habitant·e·s à cette cause, dont un certain nombre d'acteurs et actrices politiques et économiques. Les pages qui suivent vous donnent un aperçu de notre travail. Ensemble, façonnons un avenir durable pour les générations futures !

Cordialement,
Bernd Nilles



*Bernd Nilles, directeur
d'Action de Carême*



Pour un monde plus juste, sans faim ni pauvreté

Fondée en 1961 par des associations de jeunesse catholiques, *Action de Carême* est aujourd'hui une organisation de développement suisse reconnue. Avec 60 collaborateurs et collaboratrices à Lucerne, Lausanne, Lugano et Genève, et un réseau de partenaires dans le monde entier, *Action de Carême* est forte d'une longue expérience de travail avec des organisations locales qui œuvrent directement sur le terrain. Outre des fonds institutionnels (DDC, communes, cantons, fondations) et des contributions ecclésiastiques (paroisses, communautés religieuses), *Action de Carême* est financée en grande partie par des dons privés. Certifiée par le label ZEWO depuis 1969, 90 % de ses fonds sont affectés directement à ses projets.



Action de Carême s'engage pour un monde plus juste au travers de 300 projets dans 14 pays. Elle accompagne des femmes et des hommes de toute origine et religion, qui prennent leur destin en main et s'engagent dans des démarches collectives pour s'affranchir, par leurs propres moyens, de la faim, de la pauvreté et de l'injustice. Dans nos projets, nous veillons à préserver les ressources naturelles et à en promouvoir un usage durable, tout en respectant les cultures et les conditions locales. Nos partenaires de terrain sont des organisations triées sur le volet, que nous accompagnons de manière continue et rapprochée afin de garantir le meilleur soutien possible à la population bénéficiaire. Qu'il s'agisse de sécurité alimentaire, de droits humains ou d'égalité entre hommes et femmes, nos projets sont conçus, mis en œuvre et optimisés au niveau local afin de pouvoir être reproduits ailleurs.

En Suisse aussi, *Action de Carême* milite pour des structures politiques et économiques plus justes et équitables. Elle conjugue campagnes annuelles, activités de sensibilisation ciblées et matériel de formation pour alerter l'opinion sur les conditions de vie difficiles des personnes défavorisées, visant à cet égard, tant une prise de conscience qu'un passage à l'action. Suivant le thème, ce dernier peut prendre la forme d'une pétition, d'une action spécifique ou d'une initiative, mais aussi d'une collecte de fonds classique, indispensable à la poursuite de nos activités.



Au Burkina Faso, des femmes défrichent leurs champs pour éviter la prolifération des mauvaises herbes.



Au cours des douze dernières années, quinze grandes mines d'or ont vu le jour au Burkina Faso, déposédant de nombreuses familles de leurs terres.

Action de Carême en chiffres*

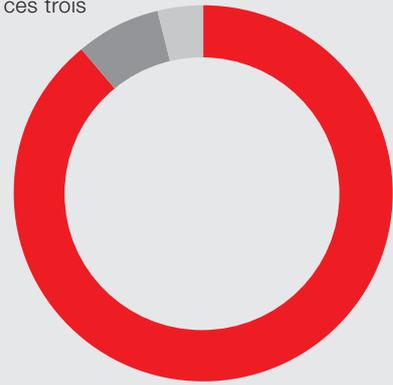
Moyenne des charges de ces trois dernières années en CHF

23 129 055

Frais directs des projets
88,9 %

Recherche de fonds
7,3 %

Charges administratives
3,8 %



* Chiffres de 2019

16 500
groupes d'épargne

ont été créés en Afrique, Asie et Amérique latine, et leur essor ne fléchit pas. Les groupes d'épargne renforcent les communautés, constituent un filet de sécurité et créent un espace propice à l'éclosion de nouvelles initiatives.

77 000
personnes

ont pu se libérer de leurs dettes ces dernières années, à Madagascar, grâce aux groupes d'épargne et au terme d'une démarche qui dure en moyenne deux ans.

328 000
femmes

sont touchées par les projets d'*Action de Carême* en Afrique, Asie et Amérique latine. Parmi les populations en détresse, les femmes sont souvent défavorisées et exclues des processus décisionnels.

1 906 730
hectares au Brésil

soit près de la moitié de la superficie de la Suisse, ont été rendus accessibles aux communautés grâce à l'obtention de titres de propriété. Elles peuvent désormais les cultiver en toute légalité pour subvenir à leurs besoins.

1,7
million de personnes

sont interpellées par notre Campagne œcuménique annuelle en Suisse et sensibilisées à des sujets tels que l'accaparement des terres, les atteintes aux droits humains ou le droit à l'alimentation.

Agenda 2030 et changement de paradigme

Le revenu mondial est réparti de manière inégale. Les plus pauvres (40 % de la population) ne perçoivent que 5 % du revenu mondial, alors que les plus riches (20 %) en accaparent 75 %. Un tiers des personnes les plus défavorisées vivent dans des États fragiles où elles manquent d'un accès à l'éducation, aux soins de santé de base, à des ressources permettant de subvenir à leurs besoins essentiels, aux droits fondamentaux ainsi qu'à des possibilités de développement. Il faut donc apporter des réponses aux profondes inégalités sociales qui existent entre les pays, les générations et les sexes.

Les effets négatifs des changements climatiques et l'épuisement des ressources naturelles aggravent cette situation inique, d'autant plus que les plus démunis en sont les premières victimes, alors qu'ils en sont les moins responsables. Face à ces multiples enjeux, la priorité pour *Action de Carême* consiste à éradiquer la faim que vivent ces personnes, à réduire leur pauvreté et à garantir leur accès aux ressources vitales. Elle vise ainsi une distribution équitable et une utilisation durable des biens communs tels que l'eau, la terre, les forêts et l'énergie. Cette transformation doit se faire à travers des structures et des groupes de la société civile constitués au niveau communautaire et renforcés par leur mise en réseau. En effet, ce n'est qu'en s'unissant que les plus défavorisés ont la possibilité de faire entendre leur voix et d'accomplir des progrès sur le long terme.

À cet égard, *Action de Carême* inscrit son action dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de ses 17 Objectifs de développement durable, exigeant aussi des pays industrialisés qu'ils repensent le développement. La promotion de ce changement, tant en Suisse que dans les pays du Sud, fait partie intégrante de notre travail quotidien.

Nos pays d'intervention

Action de Carême est présente dans **14 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine**. L'appui ponctuel dispensé à des projets isolés dans les pays les plus pauvres a cédé progressivement la place à une coopération systématique et durable avec des organisations locales. Les échanges entre les régions et leur mise en réseau, permettent des apprentissages continus. *Action de Carême* soutient, par exemple, des communautés dans leur lutte biologique contre les parasites, dans l'utilisation de semences locales, dans l'obtention de titres de propriété de leurs terres ou dans la pratique d'une pêche durable. Nos projets encouragent aussi nos partenaires au Sud à mettre en place des structures équitables et de la société civile pour agir sur le plan politique.

En Suisse, *Action de Carême* en appelle à davantage de solidarité entre le Nord et le Sud dans ses actions de sensibilisation, dont la plus importante est la Campagne œcuménique, menée depuis 50 ans en collaboration avec *Pain pour le prochain* et *Être partenaires*, du mercredi des Cendres à Pâques.

GUATEMALA



Au Guatemala, la pauvreté reste étroitement associée à l'appartenance ethnique. Ce sont ainsi les groupes indigènes qui souffrent le plus de la faim, de la discrimination et de la violence.

HAÏTI

Catastrophes naturelles, changements climatiques, techniques agricoles inadaptées et mauvaise gouvernance, mettent la population haïtienne à rude épreuve. De ce fait, l'alimentation de 3,6 millions de personnes est constamment menacée.

COLOMBIE

Depuis des décennies, la population colombienne est déchirée par un conflit interne qui n'a toujours pas été résolu. 4,3 millions de personnes ont été chassées de force par l'armée et la guérilla.



Trouvez plus d'informations sur nos programmes pays sur www.actiondecareme.ch/pays

INDE

Le gouvernement met en œuvre ses politiques au détriment de l'environnement et des plus démunis, en particulier des hors-caste, comme les Adivasis et les Dalits. Pour survivre, ils contractent des crédits, qui les mènent à l'esclavage pour dettes.

SUISSE

L'adoption d'un mode de vie plus durable et des structures politiques et économiques plus équitables peuvent contribuer à un monde meilleur, en particulier pour les personnes les plus défavorisées.

NÉPAL

La discrimination à l'égard des femmes et des hors-caste est très forte et de nombreux progrès doivent encore être accomplis. Les catastrophes naturelles récurrentes et l'instabilité politique font toutefois obstacle aux avancées.

BURKINA FASO

Dans cette jeune démocratie, le contexte sécuritaire reste très instable. La population rurale est continuellement confrontée à des problèmes économiques, aggravés par l'exploitation démesurée de l'or.

LAOS

Les ressources naturelles sont spoliées, les monocultures supplantent les forêts et l'érosion s'accroît. Les récoltes de riz ne durent que la moitié de l'année. Les principales victimes en sont les minorités ethniques des régions de montagne, en particulier les femmes et les enfants.

KENYA

C'est surtout l'élite qui tire profit de l'essor économique. En revanche, la population rurale est endettée et marginalisée. Les troubles ethniques et politiques perturbent la paix du pays.



PHILIPPINES



La distribution de la richesse et des terres est très inéquitable. Sous l'effet des changements climatiques, de plus en plus de typhons dévastent le pays, détruisant les maisons et les sources de revenus des pêcheuses, pêcheurs et paysans.

SÉNÉGAL

Après des décennies de surpêche pratiquée par des chalutiers européens et asiatiques, les ressources halieutiques des côtes du Sénégal sont épuisées. Les changements climatiques et la désertification rendent la tâche des agriculteurs et agricultrices toujours plus difficile.

RD CONGO



Le pays est riche en ressources naturelles, mais 50 % de sa population vit dans une pauvreté extrême. Plusieurs provinces sont victimes de violents conflits persistants, dus notamment à la présence de gisements de minerais.

MADAGASCAR

La population est livrée à elle-même sur cette île qui compte parmi les pays les plus pauvres du monde. Plus de la moitié des enfants souffrent de malnutrition et une personne sur trois seulement a accès à l'eau potable.

ODD* et programmes

internationaux

La durabilité et la justice pour toutes et tous sont loin d'être acquises. Sur la base de ce constat, Action de Carême complète ses programmes pays par trois programmes internationaux – Justice alimentaire, Énergie et justice climatique ainsi que Matières premières et droits humains – axés sur un changement sociétal particulièrement urgent.

*Objectifs de développement durable



98 % de nos projets œuvrent à l'accomplissement d'au moins un ODD.



Justice alimentaire

Actuellement, l'agriculture paysanne produit 70 % des denrées alimentaires consommées dans le monde. Une proportion, toutefois, en recul : les politiques agricoles et commerciales mondiales misent sur la croissance et, avec elle, sur la production industrielle d'aliments et de semences, ce qui prive de plus en plus les familles d'agricultrices et d'agriculteurs de leurs moyens de subsistance et de leurs revenus. Cette évolution affecte en particulier les femmes, qui sont souvent responsables de l'alimentation et de la préservation des semences paysannes. L'agro-industrie accapare les terres et l'eau indispensables à la production alimentaire locale. Les semences à haut rendement, coûteuses et rarement adaptées aux caractéristiques locales, entrent en concurrence avec la grande variété de semences indigènes résistantes aux conditions climatiques. Les accords de libre-échange contraignent les pays à adopter des lois strictes sur les semences dont seules les entreprises semencières tirent profit : les agricultrices et agriculteurs ne sont plus autorisés à utiliser leurs propres graines et, s'ils ne respectent pas la loi, celles-ci leur sont confisquées, comme cela s'est déjà produit en Colombie et au Guatemala.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans de 2018 défend notamment les semences paysannes et la biodiversité. Sur cette base, *Action de Carême* et ses partenaires d'alliances nouées en Suisse, en Afrique australe et en Asie du Sud-Est, demandent des conditions-cadre qui promeuvent l'agroécologie, une agriculture à petite échelle et le respect des semences indigènes.



Pour plus d'informations :
www.actiondecareme.ch/droit-a-l-alimentation



Matières premières et droits humains

L'exploitation effrénée des ressources naturelles telles que l'or, le cuivre ou le cobalt, a de lourdes conséquences pour les populations des régions défavorisées. Lorsque des gouvernements misent principalement sur l'extraction minière pour stimuler la croissance économique, les communautés locales sont souvent dépossédées de leurs moyens de subsistance. Les personnes concernées par l'exploitation minière ne sont pratiquement jamais impliquées dans les processus décisionnels, mais en supportent les coûts sociaux, écologiques et économiques. Les femmes, responsables du bien-être de leurs foyers, sont particulièrement dépendantes des ressources naturelles telles que l'eau, la forêt ou la terre. Lorsque les populations lésées défendent leurs droits, elles se voient menacées et criminalisées.

Action de Carême soutient des organisations partenaires et des groupes de femmes en Afrique du Sud, au Brésil et en Colombie, qui dénoncent les abus et exigent le respect des droits des populations concernées, en particulier le droit à la participation aux processus de prise de décision. En Suisse, ce programme international œuvre pour que les entreprises suisses respectent l'environnement et les droits humains aussi à l'extérieur de nos frontières.



Pour plus d'informations :

www.actiondecareme.ch/economie-durable/matieres-premieres

16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



Énergie et justice climatique

Les mesures annoncées par la communauté internationale pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré C ne sont pas suffisantes. La transition vers des sources d'énergie durable et socialement acceptable est indispensable. Toutefois, même l'utilisation d'une énergie respectueuse de l'environnement peut s'avérer problématique. Au Brésil, il a été démontré que les méga-projets hydroélectriques privent souvent les communautés locales de leurs moyens de subsistance. Des villages entiers sont inondés par les lacs de barrage. Les communautés déplacées ne perçoivent aucune indemnité et n'ont pas accès à l'énergie produite par ces ouvrages. Or, il n'y a pas de justice climatique sans énergie renouvelable produite de manière socialement acceptable.

En Colombie, nos partenaires produisent de l'énergie renouvelable qui tient compte des contraintes sociales. Cette production énergétique respectueuse du climat doit également figurer à l'agenda politique. *Action de Carême* relaie la voix des communautés concernées auprès des instances internationales où se décide la politique climatique. Les représentantes et représentants de ces communautés peuvent ainsi formuler des revendications visant à améliorer leur situation. En Suisse, nous menons des campagnes et exerçons des pressions afin que notre pays instaure une politique climatique à la hauteur des enjeux. Enfin, au niveau individuel, nous encourageons les citoyennes et citoyens à réduire leur empreinte écologique.



Pour plus d'informations :

www.actiondecareme.ch/droit-a-l-alimentation/energie

Nous soutenons des personnes qui prennent leur destin en main

Groupes d'épargne et de solidarité : l'exemple du Sénégal

Les femmes d'un village sénégalais de 800 habitant·e·s, forment des groupes d'épargne, aussi appelés les « calebasses ». Elles bénéficient ainsi de prêts pour subvenir à leurs besoins urgents en matière de santé, d'éducation et d'alimentation. En douze ans d'existence, leurs calebasses n'ont cessé de réaliser des projets pour améliorer la situation du village. Par exemple, alors que l'école menaçait de s'écrouler et que les enfants devaient s'asseoir par terre, car les chaises et pupitres étaient hors d'usage, les groupes d'épargne ont décidé d'accorder un crédit pour financer non seulement de nouveaux meubles, mais aussi du matériel scolaire. Actuellement, plus de 800 groupes de solidarité, bénéficiant à plus de 200 000 membres, ont été créés au Sénégal.

Action de Carême a aussi introduit l'approche des groupes d'épargne solidaires et autogérés à Madagascar, en Inde et au Burkina Faso, en tenant compte des contextes culturels. L'épargne collective peut prendre la forme d'argent, de riz ou de céréales. Chaque membre verse une contribution à la mesure de ses possibilités dans un récipient choisi à cette fin, une calebasse dans le cas du Sénégal. Les réunions des groupes sont des rencontres festives, durant lesquelles les membres gèrent l'épargne collective et octroient des prêts – souvent sans intérêt – aux personnes dans le besoin. Ces groupes, légalement constitués, sont dirigés par un comité et tiennent une comptabilité. Cette approche constitue un filet de sécurité pour les membres, qui peuvent réintégrer dignement le circuit économique et retrouver la force de prendre leur destin en main. Elle crée aussi un terreau favorable à un changement sociétal, qui permet l'éclosion de projets de développement communautaire.





« Auparavant, quand je manquais d'argent et que je devais emprunter pour faire face à une urgence, j'étais contrainte de voyager en pirogue jusqu'à l'île voisine, Bassoul. Je ne pouvais alors pas travailler et étais donc privée de revenus. Tout le monde au village savait que je m'y rendais pour emprunter de l'argent, c'était dégradant. En outre, les intérêts exorbitants m'empêchaient de me désendetter. Désormais, lorsque je manque d'argent, je peux me rendre chez la présidente de la calebasse, ici au village, et demander un prêt. Elle consulte la caissière et un sage du village pour savoir si la calebasse peut m'octroyer un crédit sans intérêt. »

Tel est le témoignage de Soukeyna Niane, mère de sept enfants, qui gère un petit commerce sur l'île sénégalaise de Thialane. Sur l'image, elle tient une calebasse, dont l'écorce séchée sert traditionnellement de récipient. Utilisée par les groupes d'épargne, elle en est devenue le symbole.

Partenariats et alliances

Action de Carême entend s'appuyer sur une base aussi vaste que possible et œuvrer continuellement au renforcement de la coopération au développement. Dans cet esprit, nous sommes impliqué·e·s dans diverses alliances, telles que Claro, éducation 21, Alliance Sud (groupe de réflexion et d'action commun de six organisations suisses actives dans la politique de développement), Transparency International, Fair Unterwegs et l'Alliance climatique suisse, pour ne citer que celles-ci. Nous sommes également membre fondateur de Fairtrade Max Havelaar.

Par ailleurs, *Action de Carême* a mis sur pied les trois programmes internationaux – Justice alimentaire, Énergie et justice climatique ainsi que Matières premières et droits humains – afin de pouvoir offrir un soutien plus large et flexible, répondant ainsi à un besoin toujours important. Cette approche nous permet de mettre en œuvre des changements à long terme dans des domaines thématiques de grande envergure. Il va de soi que nous continuons à réaliser, dans nos différents pays d'intervention, des projets au sens classique qui permettent à de nombreuses personnes d'améliorer leurs conditions de vie.

Des raisons convaincantes en faveur d'un partenariat avec Action de Carême :

- Nous évaluons et déterminons où nous pouvons être d'une réelle utilité et avoir un véritable impact.
- Nous encourageons l'autonomisation par le renforcement des structures de la société civile.
- Nous nouons des partenariats stables et sur le long terme afin d'assurer la durabilité de notre travail.
- Nous disposons d'un excellent réseau et travaillons en étroite collaboration avec des organisations et des institutions tant locales qu'internationales.
- Nous veillons à une gestion rigoureuse et efficiente de nos ressources et assurons un rapportage transparent.

Nous nous réjouissons de travailler avec vous en faveur d'un monde plus juste.

Partenaires en Suisse



Partenaires internationaux

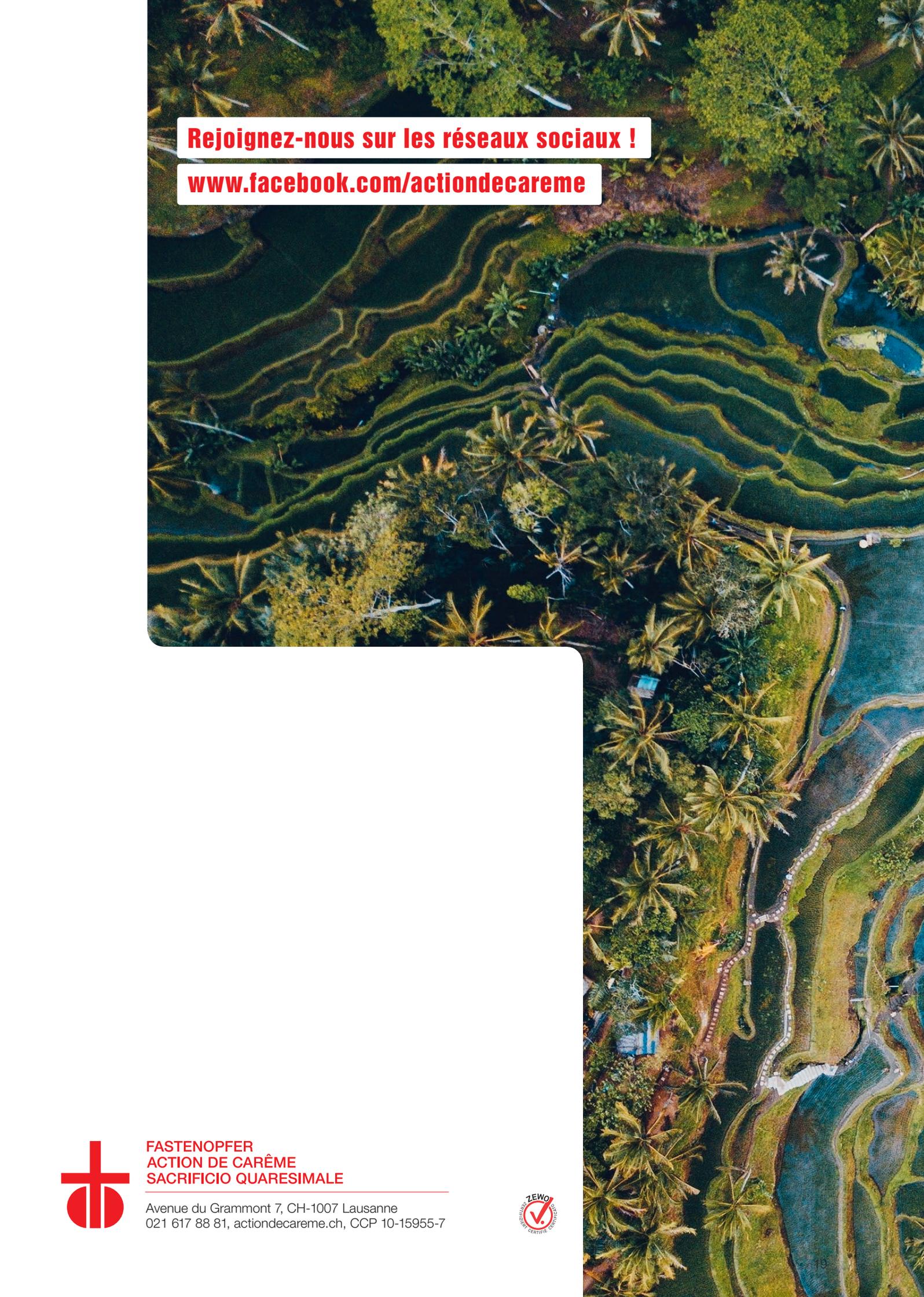


Collectivités publiques (exemples)



Si votre fondation, votre commune ou votre canton souhaite devenir partenaire d'Action de Carême, nous serions ravi-e-s de recevoir votre appel ou votre courriel.





Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux !

www.facebook.com/actiondecareme



**FASTENOPFER
ACTION DE CARÊME
SACRIFICIO QUARESIMALE**

Avenue du Grammont 7, CH-1007 Lausanne
021 617 88 81, actiondecareme.ch, CCP 10-15955-7

